

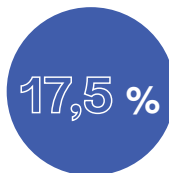
L'espace francophone : relever des défis économiques et numériques pour assurer son dynamisme

JEAN-LOU BLACHIER

Au-delà de son rayonnement culturel, l'espace francophone dispose d'un potentiel économique immense grâce à de nombreux atouts comme le dynamisme démographique et économique de la zone (taux de croissance moyen de 7 %), les potentialités offertes par le numérique, la croissance des échanges dans la zone ou encore les atouts de sa jeunesse. L'usage d'une langue commune, 5^{ème} langue officielle la plus parlée au monde, de normes juridiques proches (droit continental) favorisent l'essor de l'activité économique francophone. Si les atouts sont multiples, les défis à relever demeurent importants comme la concurrence avec d'autres langues, l'attrait pour le *Commonwealth*. L'espace francophone, morcelé, fait face à des situations économiques, sociales, environnementales et politiques très diverses et à un contexte géopolitique actuel complexe pour la Francophonie, notamment en Afrique.

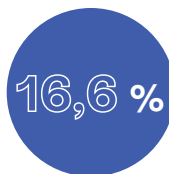
Comment assurer le développement de la Francophonie ?

Le CESE a associé à ses travaux des Conseils économiques et sociaux (CES) francophones via des auditions et contributions. Pour soutenir la Francophonie et relever les enjeux de demain, le CESE appelle à un renforcement du rôle de la société civile francophone : donner une place plus importante à l'UCESIF et favoriser la concertation entre les représentants des sociétés civiles organisées des pays membres, permettant ainsi l'examen de sujets d'intérêt commun. Ce renforcement doit aussi être celui de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et des missions qui lui sont confiées.



de la population est
francophone¹

¹ Rapport 2022 La langue française
dans le monde



contribution de la
francophonie au produit
intérieur brut (PIB)
mondial

Un avis du CESE qui s'inscrit dans l'agenda de la francophonie :

Ces 10 préconisations sont autant de contributions aux grandes échéances à venir : l'Assemblée générale de l'Union des conseils

économiques et sociaux et institutions similaires francophones (UCESIF) le 26 juin 2024 à Paris, le Forum international des entreprises

francophones (FIEF) le 27 juin à Villers-Cotterêts et le Sommet de la Francophonie en France le 5 octobre 2024.



L'espace francophone : relever des défis économiques et numériques pour assurer son dynamisme

1 Quelle stratégie et organisation institutionnelle pour la Francophonie économique et numérique ?

- Encourager et intensifier les **missions économiques** développées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

***Pourquoi ?** : pour promouvoir des modèles de production responsable et durable basées sur des standards internationaux existants (droits de l'Homme, normes OIT de travail et de RSO)*

2 Favoriser les échanges et les innovations au sein de l'espace francophone

- Organiser le Forum **FrancoTech** lors de chaque sommet de la Francophonie

***Pourquoi ?** : pour devenir un lieu d'échanges, de facilitation de projets et de financement des acteurs francophones du numérique*

- Simplifier la délivrance de **visas de circulation** à des publics définis (acteurs économiques et sociaux, chercheur, congressiste, étudiant...) vers la France et les pays francophones

***Pourquoi ?** : pour favoriser les échanges de la francophonie économique et numérique et faciliter la mobilité circulaire de façon cadrée (événement, projet, formation identifiée)*

3 S'appuyer davantage sur les nombreux atouts de l'espace francophone

- Consolider l'**attrait** du français pour la jeunesse francophone

***Comment ?** : en développant l'enseignement professionnel et en liant apprentissage de la langue et mises en situation professionnelle*

4 Développer le français comme langue de travail

- Renforcer la participation des pays francophones aux discussions internationales

***Comment ?** : en veillant à ce qu'ils reçoivent l'information pertinente en français*

LE RAPPORTEUR

Jean-Lou Blachier

jean-lou.blachier@lecese.fr • 01 44 43 64 20

Jean-Lou Blachier est gérant de société, il préside le Groupement du Patronat Francophone (GPF) et représente la CPME dont il est le Secrétaire Confédéral au CESE dans le groupe des Entreprises. Il est membre de la Commission des Affaires européennes et internationales.